



CHRONIQUE PRISON – JUSTICE

FEVRIER 2016

2 février – Violence aux femmes : droit de grâce. François HOLLANDE a accordé à Jacqueline SAUVAGE sa grâce. Cette femme a effectué 32 mois de détention, ses avocates peuvent demander au juge de l'application des peines sa libération conditionnelle. Une pétition avait été signée par 400.000 personnes, 36 parlementaires avaient appuyé cette demande. En 2014, 134 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint. Les violences physiques et sexuelles touchent 230.000 femmes selon l'INSEE.

« Parlementaires, rejetez la constitutionnalisation de la déchéance de nationalité au nom de nos libertés fondamentales » Collectif qui comprend notamment Daniel COHN-BENDIT, Mireille DELMAS-MARTY, Henri LECLERC.

Pierre JOXE s'inquiète des dérives de la politique du renseignement. L'ex ministre dénonce les choix « alimentés par les émotions subites ».

Il existe une fascination des décideurs pour les instruments de collecte massive de données.

Le gouvernement envisage de renforcer les pouvoirs de police. La réforme permettrait de saisir le matériel informatique. Une prérogative jusqu'ici exclusivement réservée à la justice.

Le coup d'éclat de Christiane TAUBIRA « Murmures à la jeunesse » son livre publié lundi critique l'inscription de la déchéance de nationalité dans la constitution.

10.000 réfugiés mineurs portés disparus en EUROPE. EUROPOL craint que certains aient été victimes de réseaux criminels.

« Magazine de France 2 »

« Cette agriculture qui tue » 6 géants de l'agrochimie font courir des risques importants en matière de santé publique.

3 février – Polémique avant un rassemblement de l'Union des organisations islamiques de France. Nicolas DUPONT-AIGNAN et Jérôme GUEDJ ont dénoncé l'invitation d'orateurs « prêchant la haine » ou « la négation même du pacte républicain ».

BELLEVILLE, extérieur nuit. Elles ont entre 40 et 60 ans et ont quitté la Chine dans l'espoir d'une vie meilleure. Les « marcheuses » de BELLEVILLE revendiquent de n'être « l'esclave de personne ».

4 février – Réfugiés : au moins 300 enfants sont morts en Méditerranée depuis 5 mois.

Le Conseil d'ETAT valide la loi antiterroriste. La loi inquiète les magistrats qui y voient une marginalisation de la justice, les défenseurs des droits de l'homme

dénoncent une dérive vers un état d'urgence permanent. Le projet renforce les moyens des procureurs dépendants du pouvoir politique. Les juges d'instruction ne sont plus chargés aujourd'hui que de 3% des dossiers.



L'organisation (Union des organisations islamiques de France) a déprogrammé trois orateurs pour la rencontre prévue le 7 février à LILLE dans « un souci d'apaisement ».

En Haute-Corse, enquête sur la villa du sénateur CASTELLI, il est soupçonné d'avoir fait financer sa maison par des sociétés du Bâtiment et Travaux Publics.

Tribune de Nils MUIZNIEKS commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe « luttons contre le terrorisme dans le respect du droit ». La pérennisation de l'état d'urgence est néfaste et risque d'offrir une victoire aux agresseurs et à la peur en stigmatisant collectivement les musulmans.

5 février – TOUBON : « on rentre dans l'ère des suspects ». Le défenseur des droits voit dans le projet du gouvernement « un abaissement de notre Etat de droit ». « La déchéance de nationalité porte atteinte au caractère indivisible de la République et de la citoyenneté ».

Amnesty critique l'état d'urgence, elle dénonce « des mesures brutales notamment les perquisitions de nuit et des arrêtés d'assignation à résidence qui bafouent les droits de centaines d'hommes, de femmes, d'enfants qui en ressortent dramatisés et stigmatisés.

Les 11.700 fiches « s » pour islamisme mises sous surveillance. L'interception massive de données a été validée par M. HOLLANDE, sans que l'organe de contrôle ait les moyens d'exercer sa mission.

Editorial « Procédure pénale : l'urgence banalisée ».

- Elargissement des possibilités de fouille des véhicules et des bagages sous l'autorité du préfet.
- Possibilité à l'occasion d'un contrôle d'identité de retenir une personne pendant 4 heures même si ses papiers sont en règle.
- Perquisitions de nuit qui pourront être ordonnées dans le cadre des enquêtes préliminaires du parquet.

6 février – Le renforcement de la demande sécuritaire, baromètre annuel de TNS SOFRES.

- 70% des personnes interrogées (90% des sympathisants FN) estiment que la justice n'est pas assez sévère avec les petits délinquants.
- 45% des personnes interrogées (86% au FN) estiment qu'on ne se sent plus vraiment chez soi en France.
- 54%, il y a trop d'immigrés en France (88% chez les sympathisants FN).

Un homme de l'intérieur à la Chancellerie. Thomas ANDRIEU, actuellement à BEAUVAU, est attendu à la direction du cabinet de Jean Jacques URVOAS en remplacement d'Alain CHRISTNACHT.

Deux morts par balles à MARSEILLE. Il devrait s'agir d'un règlement de comptes.

7/8 février – Compassion et secrets de famille dans le procès DIMET. Le jury d'assises a condamné à cinq ans de prison avec sursis cette femme qui a tué son mari violent. Deux des sœurs de Bernadette DIMET ont été victimes d'agressions sexuelles et de viols de la part de son mari.

En Belgique, un plan gouvernemental contre la radicalisation. Les autorités renforcent l'appareil sécuritaire après les critiques formulées à propos de la passivité face à ce phénomène notamment à MOLENBEEK.



A BOBIGNY, le tribunal des dénis de justice. Faute de juges, les délais s'allongent. Un enfer pour tout le monde. Sur les 124 magistrats du siège, 24 postes de juges vacants.

Blocage de l'autoroute A1 : jusqu'à 18 mois « ferme » contre des gens du voyage. Des familles demandaient qu'un proche sorte de prison pour assister aux obsèques de son père.

9 février – Jérôme CAHUZAC, le procès d'un mensonge d'Etat. Le procès de l'ancien ministre du budget, poursuivi pour fraude fiscale et blanchiment s'ouvre lundi.

Deux hommes abattus à VILLERBANNE à l'occasion d'un règlement de comptes.

A CALAIS, la tentation du pire. Le général PIQUEMAL, qui a participé à une manifestation anti migrants interdite, doit être jugé en comparution immédiate. La mobilisation avait lieu à la demande de l'organisation islamophobe allemande PEGIDA.

10 février – Le premier ministre canadien a promis la légalisation du cannabis à usage récréatif. Le cannabis à usage médical est autorisé depuis 2014.

Les Nations Unies accusent le régime syrien d' « exterminer des détenus, une conduite assimilable à un crime contre l'humanité ».

En moyenne 13 prisonniers sont morts chaque jour durant le régime d'Hissène HABRE au Tchad soit près de 40.000 morts.

Jérôme CAHUZAC, l'argent et le prix des libertés. Le procureur a attaqué lundi la contestation par l'ancien ministre de son procès au pénal, alors qu'il a été déjà sanctionné fiscalement. « L'argent n'a pour nous, pas le même prix que nos libertés les plus précieuses ».

L'éducation revendique la fermeté sur les valeurs de la République. Selon le Ministère, 150 « atteintes au principe de laïcité » ont été signalées en décembre 2015 par les équipes éducatives. Cela recouvre des paroles, des propos ressentis comme intégristes mais aussi des postures, des comportements exprimant cette radicalité. Les enseignants s'alarment de l'impact du complotisme.

La contrefaçon, un business très lucratif pour les réseaux terroristes. Selon une étude, la fabrication et la distribution de produits contrefaits financent les achats d'armes et la planification des attentats.

11 février – « L'autodéfense intellectuelle » contre les théories du complot au lycée. L'initiative d'une enseignante de Saint-Ouen a été saluée mardi lors d'une journée d'études organisée par l'Education Nationale. Noam CHOMSKY « si nous avons un vrai système d'éducation, on y donnerait des cours d'autodéfense intellectuelle ».

Procès Jérôme CAHUZAC renvoyé au 5 septembre. Le tribunal a jugé irrecevable la question prioritaire de constitutionnalité contestant le cumul des poursuites pénales et fiscales.

Des milliers de mineurs originaires de Syrie notamment prennent seuls la route de l'exil, « Ils sont une cible idéale pour les réseaux d'exploitation sexuelle » d'après le rapporteur pour la lutte contre la traite humaine.

12 février – L'Etat jugé pour la lenteur des prud'hommes. Le Tribunal de Grande Instance de PARIS examine neuf premiers dossiers parmi 307 assignations pour déni de justice. Jean-Jacques URVOAS, ministre de la Justice : « le principal défi auquel je suis confronté pour les quinze mois à venir est la question des moyens ».

Premier déplacement du Garde des Sceaux. Rencontre du Ministre de la Justice Jean-Jacques URVOAS avec les agents de la Maison d'Arrêt de VILLEPINTE. Il exprime

son soutien aux 37.000 agents de l'Administration Pénitentiaire. Rencontre avec les organisations syndicales (CFTC, SPS, UFAP et FO), syndicat pénitentiaire des surveillants.

13 février – L'Etat va raser la moitié de la jungle de CALAIS. Les migrants doivent choisir entre l'hébergement sur place dans des conteneurs et des centres ailleurs en France. Plainte groupée après des violences contre les migrants. « Une centaine de certificats médicaux constatant des violences subies » d'après Michel TANSSENS chef de la mission « médecins sans frontières ».

Mutinerie meurtrière dans une prison au Mexique. 49 morts, 12 blessés à l'occasion d'une bataille entre deux groupes rivaux d'une même bande criminelle les ZETAS. La prison compte près de 4000 détenus pour 2000 places.

Remaniement ministériel en France. Une secrétaire d'Etat chargée de l'aide aux victimes Juliette MEADEL (PS). Hélène GEOFFROY, députée PS et maire de VAULX en VELIN, secrétaire d'Etat chargée de la ville.

«lu dans la presse locale »

4/02/16 la gale aurait pris ses quartiers à la prison de SEQUEDIN selon le syndicat UFAP.

Pour protester, il met le feu à sa cellule le 19 juin 2013. « Les toilettes étaient brisées. Il y avait des excréments sur les murs et 30 centimètres d'eau sur le sol » « Je suis resté dix jours dans ces conditions. La dignité humaine on la met où ? » Sanction : 4 mois de prison sans retour immédiat à SEQUEDIN.

6 ans de détention supplémentaire pour avoir pris en otage le directeur adjoint de la Maison Centrale de VENDIN le VIEIL. Il voulait sortir de l'isolement et être incarcéré en Guadeloupe. Il avait déjà procédé à des prises d'otages à ARLES et à CONDE sur SARTHE.

Dans la nuit de vendredi à samedi 13 février un détenu est décédé à la prison de SEQUEDIN.

Nouvelle organisation des parloirs trois ans après l'évasion de Redoine FAÏD (le 13 avril 2013). Fermeture électrique des portes, poste de sécurité avec vidéosurveillance, par contre le portique à ondes millimétriques n'est pas installé.

14 février – Jean-Jacques URVOAS à la justice, le retour à l'ordre. Il a remercié le directeur de cabinet de Christiane TAUBIRA, Alain CHRISTNACHT, remplacé par l'ancien directeur adjoint de Manuel VALLS Thomas ANDRIEU. Il a demandé des comptes au procureur sur les plaintes classées sans suite à CALAIS. Las de son déplacement à la Maison d'Arrêt de VILLEPINTE, il a refusé d'aller voir une cellule « pas la peine si c'est pour visiter un village POTEKINE ». Il a annoncé 14 Millions d'euros redéployés pour un renforcement des juridictions.

Maison européenne de la photographie, exposition Bettina RHEIMS. Elle a réalisé une série « DETENUES » portraits de femmes prisonnières à nu, corps sur fond blanc dans les vêtements qu'elles ont choisis.

Les ex traders de la city au banc des accusés. Tom HAYES ancien courtier d'UBS et de Citigroup a été condamné pour avoir manipulé le titre LIBOR, un taux d'intérêt qui sert de référence dans les prêts interbancaires 14 années de prison ramenées à 12 en appel. Selon Peter HAHN ancien conseiller à la Banque d'Angleterre l'absence de gros poissons dans ce procès est frappant.

16 février – Hommage à Ilan HALIMI dix ans après sa mort. Il avait été séquestré trois semaines par le « gang des barbares », torturé jusqu'à la mort en 2006. Youssef FOFANA tentait d'extorquer une rançon à sa famille, qu'il supposait riche car de confession juive.

La mosquée de LAGNY, insaisissable « antichambre du djihadisme », a été fermée et neuf personnes assignées à résidence, en dehors de toute procédure judiciaire.

Décès de Sylvie SCHAUB née LANDAU. Elle avait échappé de peu à la rafle du Vélodrome d'hiver en juillet 1942. Elle a été militante de la cause de l'abolition de la peine capitale. Elle s'est battue contre l'incarcération des malades mentaux.

17 février – Aux origines des attaques du 13 novembre. Des noms cités dans l'attentat du CAIRE en 2009 apparaissent dans le dossier de la tuerie de PARIS. Une lycéenne française Cécile VANNIER a été tuée le 22 février 2009 lors d'un attentat au CAIRE. L'une des personnes arrêtée Farouk BEN ABES aurait avoué en détention avoir été missionné pour commettre des attentats en France à Saint-Denis et dans la salle du spectacle du BATACLAN.

Affaire BYGMALION : Nicolas SARKOZY entendu au Pôle financier du Tribunal de PARIS. On le soupçonne d'avoir couvert un système de fausses factures visant à maquiller l'explosion du plafond légal de ses frais de campagne.

18 février – Comment UBS a organisé une fraude fiscale massive en France. La Banque est accusée d'avoir dissimulé entre 13 et 23 Milliards d'euros au fisc français. La banque a payé 1,1 Milliard d'euros de caution. La justice dispose d'un listing de 38.000 comptes ouverts par des Français dont beaucoup sont en voie de régularisation.

Le pape visite Ciudad Juarez au Mexique, ex capitale du crime : 11.000 morts en 9 ans. Il s'est rendu au pénitencier de CERESO, il doit rencontrer 700 de ses 3000 prisonniers. En 2010, 300 meurtres y avaient été perpétrés.

Compte de campagne : SARKOZY mis en examen pour avoir dépassé le plafond légal des dépenses de campagne en 2012. Il est déjà poursuivi pour corruption dans un trafic d'influence.

A CALAIS les associations alertent sur la situation des mineurs isolés. « Si on rase le bidonville, les mineurs vont s'évaporer dans la nature » Maya KONFORTY « l'auberge des migrants ».

19 février – En prison, les femmes sont violées et discriminées. La contrôleur générale des lieux de privation de liberté dénonce dans un avis les conditions de détention. L'isolement des femmes provient des contraintes matérielles liées à la stricte séparation des sexes. 2000 femmes incarcérées soit 3,2% de la population carcérale.

56 établissements sur 188 accueillent des femmes. Recommandation de Madame HAZAN : introduire de la mixité comme règle lors des déplacements et des activités. La séparation entre les sexes devenant l'exception. Elle recommande que les détenues puissent être surveillées par des hommes.

174% taux d'occupation à la prison pour femmes des Baumettes.

20 février – L'ancien commandant de GUANTANAMO convoqué par la justice française. Nizar SASSI et Mourad BENCHELLALI, deux ex-détenus français arrêtés par les forces américaines en AFGHANISTAN et emprisonnés à GUANTANAMO, sont rentrés en France en 2005. Ils ont porté plainte pour détention arbitraire et torture.

La commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) appelle à rejeter l'inscription de l'état d'urgence dans la constitution. La déchéance de nationalité est « une violation intolérable des principes républicains ».

La violence des textes du rappeur ORELSAN « reflet d'une génération révoltée ». Poursuivi pour ses paroles contre les femmes, il a été relaxé. Le rap est « par nature un mode d'expression brutal, provocateur et vulgaire, voire violent » relève l'arrêté.

21 février – Etat d'urgence : premier revers pour le gouvernement. Le Conseil Constitutionnel a décidé de censurer les saisies informatiques effectuées lors des perquisitions. Les saisies informatiques déjà récupérées devraient être détruites par les services de police.

Le parquet demande le renvoi aux assises du frère de Mohamed MERAH pour complicité d'assassinats. Maître DUPONT-MORETTI est son conseil.

Le meurtrier de la conseillère agricole Elodie BONNEFILLE souffre de délires paranoïaques.

Un professeur pédophile enseignait malgré une première condamnation en 2006 par un tribunal britannique. « Cet aveuglement devant des faits si graves ne peut rester sans suite » Najat VALLAUD-BELKACEM ministre de l'éducation nationale.

23 février – A CALAIS, la pression monte avant l'évacuation. L'ultimatum fixé aux migrants pour évacuer la partie sud de la « jungle » prend fin mardi à 20 heures. 3455 migrants sont installés dans la zone sud, selon le recensement effectué par l'Auberge des migrants avec HELP REFUGES, dont 293 mineurs.

Nouvelle coopération entre le Consistoire juif et le Conseil français du culte musulman notamment à propos de la formation des imams et des rabbins et de l'abattage rituel.

« Entendu à la radio »

Centre Pénitentiaire de BEZIERS : un détenu s'est filmé dans sa cellule sur « périscope » dans la nuit de samedi à dimanche. Il a été placé en garde à vue.

24 février – Alain GARDERE, le préfet qui rendait service. Il était le directeur du Conseil National des activités de sécurité (CNAPS), sa mise en examen révèle une dérive entre réseaux politiques, maçonniques et policiers. Des enquêtes sont menées à propos de

« corruption passive » « prise illégale d'intérêts » et « recel d'abus de biens sociaux ». Alain BAUER est le Président du CNAPS qui délivre des agréments pour des sociétés de sécurité privée.

Les petits voleurs de Disneyland Paris étaient exploités par un clan en ROUMANIE. Un millier de vols pour un million d'euros.

Plus d'indignation que de sanctions dans la lutte contre la fraude fiscale. La police fiscale, créée en 2010, manque de moyens pour identifier les frondeurs. Quant à la justice, elle ne parvient pas à prononcer de sanctions dissuasives. En matière de fraude fiscale il y a seulement mille poursuites par an. Majoritairement cela se traduit par des arrangements.

25 février – Martine AUBRY dans un texte collectif publié par « Le Monde » conteste vivement la politique du gouvernement sur l'emploi, la réforme du travail, les migrants et la déchéance de nationalité. « C'est un affaiblissement durable de la France qui se prépare ».

Ultime plan d'OBAMA pour fermer la prison de GUANTANAMO située à CUBA. C'était une des priorités de campagne de 2008. Il reste 91 détenus dont 35 pourraient être transférés. Le Congrès, dominé par les Républicains est contre la fermeture.

L'Italie condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pourra avoir prêté son concours à l'enlèvement en 2003 par la CIA d'un imam égyptien. Il a été torturé en Egypte avant d'être incarcéré.

L'affaire des sondages de l'Elysée rejaille sur les Instituts qui ont été placés sous le statut de témoin assisté pour recel de favoritisme.

Accusé de cruauté envers les animaux un abattoir est fermé dans le Gard. Des enquêtes sont ouvertes après diffusion d'une vidéo montrant des cas de maltraitance dans un établissement certifié bio.

26 février – Trois mois d'état d'urgence : quel bilan contre le terrorisme ? 3397 perquisitions ont donné lieu à cinq procédures antiterroristes mais ont permis 254 saisies de stupéfiants et de 587 armes en tout genre. Les 274 assignations à résidence devraient être réduites à une centaine. 5 assignés à résidence portent plainte contre le Ministre de l'intérieur pour atteinte à la liberté individuelle.

Un an de prison ferme contre l'ex-président de l'université de TOULON pour avoir pris part à un trafic d'inscriptions d'étudiants chinois en 2008-2009.

Arrestation de 3 agresseurs présumés de migrants à CALAIS. Ils auraient avoué être à l'origine d'une dizaine d'agressions.

Google sous le coût d'une enquête fiscale depuis 2011. L'administration fiscale française serait sur le point d'imposer une amende de 1,6 Milliard d'euros au groupe américain.

27 février – Réfugiés, l'Europe se désintègre, mort clinique de l'Europe. Les états de l'Union

européenne multiplient les décisions contradictoires et sont incapables d'agir collectivement à BRUXELLES.

La « jungle » de CALAIS dans l'attente de l'expulsion. L'arrêté d'évacuation interdit l'usage de la force et la destruction de nombreux « lieux de vie ».

« Comment j'ai pu être assez bête pour vouloir partir en Syrie ! » La justice a requis entre 2 et 5 ans d'emprisonnement contre quatre jeunes qui ont voulu en 2015 rejoindre le groupe état islamique.

28 février – L'échec de la surveillance des frères KOUACHI. La Direction Centrale du Renseignement intérieur (DCRI) n'a pas manqué de moyens mais n'a pas su les analyser en profondeur.

L'Union de banques suisses (UBS) mise en examen pour fraude fiscale en Belgique.

GUANTANAMO monstre américain. Alors qu'il en avait fait une de ses priorités, Barack OBAMA n'est pas parvenu à fermer la prison installée dans une enclave cubaine. 91 détenus y survivent toujours soustraits aux conventions de GENEVE.